

L'ESPACE KURDE ENTRE UNITÉ ET DIVERSITÉ

Entretien avec [Hamit Bozarslan](#)

La Découverte | « [Hérodote](#) »

2013/1 n° 148 | pages 23 à 32

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707175694

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2013-1-page-23.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'espace kurde entre unité et diversité

Entretien avec Hamit Bozarslan¹

Hérodote : Pouvez-vous nous présenter la situation géopolitique actuelle de l'espace kurde ?

Hamit Bozarslan : Le contexte régional d'avant 2010 se caractérisait par une double radicalisation de l'espace kurde², d'abord dans chacune de ses parties en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie par rapport aux États, puis dans sa dimension transfrontalière, impliquant de nombreuses interactions entre divers acteurs politiques. Mais, depuis juin-juillet 2012, la situation régionale a basculé dans un état de violence. La violence est ici entendue comme un principe d'action qui n'est pas nécessairement en mesure de changer la donne à l'échelle macro, mais auquel aucun acteur, étatique comme non étatique, ne peut renoncer. Les acteurs kurdes sont par conséquent contraints d'agir dans un contexte à la fois militarisé et marqué par une extrême incertitude qu'on observe dans de vastes zones allant du Mali à l'Afghanistan. Certes, les années 2011-2012 ont changé de nombreux repères dans la région, mais, à certains égards, le Moyen-Orient se trouve dans une situation comparable à celle des années 1980-1990, qui a connu trois guerres, des changements d'alliance fréquents entre acteurs étatiques et non étatiques et une insertion de la question kurde dans ces conflits.

Au cœur de l'espace kurde, terme qu'on pourrait préférer à celui de Kurdistan pour mieux appréhender toutes les ramifications et toute la complexité de la question kurde à l'échelle moyen-orientale, il y a désormais le Kurdistan d'Irak qui

1. Directeur de recherches EHESS, entretien réalisé le 7 décembre 2012.

2. La Turquie, où les Kurdes sont les plus nombreux – environ 14-15 millions (ils représentent 1/5 de la population turque, et sont établis sur 30% du territoire de ce pays); l'Iran où la population kurde est proche de 10 millions; l'Irak où l'on compte près de 5 millions de Kurdes; la Syrie avec 2 millions de Kurdes.

dispose du statut d'entité fédérée et qui pourrait, potentiellement du moins, constituer le noyau d'un futur État kurde. Il est évident que l'existence de cette entité suscite autant d'espoir chez les Kurdes que d'inquiétude dans les États où ils se trouvent ; elle sert en tout cas de repère symbolique fort expliquant la radicalisation de l'espace kurde dans sa totalité. L'actuel Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, qui soutient par ailleurs les pouvoirs syrien et iranien, s'oppose fortement à la politique indépendante des responsables politiques kurdes irakiens, en particulier dans le domaine de l'exploitation pétrolière. Les tensions s'accroissent entre les forces de Bagdad et celles du Kurdistan fédéré qui compte une armée de quelque 100 000 hommes ; mais d'autres forces armées, composées de Kurdes de Turquie ou d'Iran, sont également actives dans ces deux pays, ainsi que depuis les bases arrière dont elles disposent au Kurdistan d'Irak. Une trêve a eu lieu entre les forces exilées kurdes iraniennes du PJAK³ et Téhéran, mais on ne peut pour autant parler d'une sortie de la logique de la contestation armée.

Tout au long des années 2000, les gouvernements turc, iranien et irakien se trouvaient de fait dans une alliance « sécuritaire » se traduisant par une politique répressive commune contre le PKK⁴ ou ses partis alliés dans la région comme le PJAK en Iran ou le PYD⁵ en Syrie. Ils disposaient cependant d'une marge de manœuvre étriquée par rapport au Kurdistan irakien. Si dans les années 1980, voire dans la décennie suivante encore, on observait de nombreux conflits internes entre les organisations kurdes de différents pays, on peut parler désormais de l'existence d'un « système politique kurde » régional dans lequel le gouvernement fédéré kurde joue le rôle de *primus inter pares*. Les différents partis kurdes ne peuvent en effet s'ignorer, ce qui a pour conséquence la régulation de leurs relations. Les Kurdes irakiens semblent avoir joué un rôle important dans la négociation d'une trêve entre le PJAK et Téhéran et ont servi de médiateur entre le Conseil national kurde et le PYD en Syrie.

Il est évident que les frontières interétatiques, souvent surmilitarisées, mais aussi l'intégration forcée dans des espaces étatiques qui les divisent par le biais de l'éducation, du recrutement militaire ou encore du système politique, ont produit des effets de différenciations importants au sein de la société kurde. Le poids des tribus doit également être pris en compte dans les divisions qui ont historiquement marqué cette société. Mais l'exode rural, accéléré par la destruction de milliers de villages kurdes en Irak et en Turquie, et son corollaire, la croissance et le rajeunissement des populations urbaines ont affaibli le pouvoir des tribus depuis une vingtaine d'années.

3. Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê, Parti pour une vie libre au Kurdistan.

4. Partiya Karkerên Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan.

5. Partiya Yekîtiya Demokrat, Parti de l'union démocratique.

Cela est également le cas des Kurdes syriens qui connaissent un phénomène massif d'urbanisation ; on ne peut expliquer par des conflits tribaux la division entre le Conseil national kurde, constitué en partie des classes moyennes, et le PYD, qui trouve ses symboles dans la lutte armée du PKK et dispose de forces militaires provenant notamment de la jeunesse. Cela étant, il faut souligner que, peut-être comme une conséquence des médiations entreprises par les Kurdes irakiens, les rapports entre les deux forces sont désormais pacifiques, l'une et l'autre étant considérées comme acteurs légitimes de la population kurde. Il est aussi notoirement connu que les autorités d'Erbil, mais sans doute aussi la « classe politique kurde » irakienne dans son ensemble, souhaitent voir le PKK évoluer d'une logique de contestation armée à celle d'une lutte exclusivement politique.

Tous les acteurs sont dans une double stratégie : d'une part, ils se trouvent tous dans un processus de « kurdistanisation » et, d'autre part, chaque ensemble développe sa stratégie à l'intérieur des frontières du « territoire national » où il se trouve. Il y a donc à la fois un processus d'interactions denses, qui est une source de légitimité pour les revendications kurdes que personne ne peut ignorer, et en même temps on assiste à une ré-irakisation, turcisation, iranisation. Je crois qu'on peut dire qu'il y a un refus du sécessionnisme sauf chez une partie des Kurdes irakiens, qui sont plus que dépités par le non-respect de la Constitution de 2005 par les autorités de Bagdad à propos de l'exploitation des ressources pétrolières ; la solution cherchée par les autres partis kurdes consiste à mettre en place une autonomie politique, administrative et culturelle.

Hérodote : Quels sont les ressorts de l'unité kurde ? Peut-on parler de nation kurde ?

H. B. : Les Kurdes partagent une historiographie commune, ce qui s'est passé par exemple en Turquie est intégré dans l'historiographie kurde irakienne ; le panthéon est commun à tous, la carte du Kurdistan est commune à tous ; le Kurdistan irakien est considéré comme commun à tous, et de fait chacun s'estime disposer d'un droit de regard sur lui. L'« unité de la nation » sur le plan symbolique est réalisée mais pas sur le plan matériel, le « territoire national » n'est pas unifié. D'où la double dimension de fragmentation et d'unification qu'on observe constamment. Les discours kurdes sont, d'un pays à l'autre, identiques, le discours sur la nation est très homogène, les Kurdes partagent en somme un « roman national » commun. Chaque processus de radicalisation est d'ailleurs aussi double : d'un côté, il est interne à chaque État, mais, de l'autre côté, il traverse inévitablement les frontières étatiques pour mettre en branle l'espace kurde dans son ensemble par le biais de nombreuses interactions, symboliques mais aussi matérielles. Depuis deux décennies, les médias jouent également le rôle d'un puissant

facteur d'unification, tout comme les réseaux sociaux ; mais les contacts sont aussi humains puisque, chaque jour, plusieurs milliers de personnes passent la frontière turco-irakienne. Cette grande fluidité de part et d'autre de la frontière entraîne la conscience d'appartenir à une même communauté, mais aussi un même espace, y compris commercial puisque la frontière, traversée légalement ou illégalement, engendre toujours des échanges et de ce fait des richesses. On parle même d'une « colonisation turque » de l'économie kurde irakienne, avec le volume d'échanges annuel qui s'élève à trois milliards de dollars, mais cette « colonisation » est le fait de Kurdes de Turquie même si les affiches qui vantent tel ou tel produit sont souvent en turc.

Le Kurdistan irakien peut être considéré, depuis la fin des années 2010, comme une société rentière émergente, il n'a plus d'autonomie agricole, la destruction massive des villages dans les années 1980 a fortement contribué à déstructurer l'économie agricole car les paysans se sont réfugiés en ville et y sont restés. Avec les revenus du pétrole la consommation augmente et seuls quelques intellectuels et responsables politiques dénoncent les risques de cette évolution vers une société rentière, appuyés par des organisations internationales telles que le Programme des Nations unies pour le développement, le PNUD ou la Banque mondiale.

Hérodote : Les différents dialectes sont-ils un frein au sentiment d'unité nationale ?

H. B. : Non, ou alors de manière très marginale. Il y a en effet trois dialectes : le kurmanji, le sorani parlés dans une partie des Kurdistans irakien et iranien, et le zazaï parlé en Turquie. Entre les deux premiers dialectes, l'intercommunication est forte – entre 75 % et 80 % ; elle est moindre avec le troisième. Dans les médias radiotélévisés kurdes irakiens les deux premiers sont mélangés, on passe de l'un à l'autre pour être entendu de tous, ceci s'est imposé par la pratique et ne résulte pas d'une décision politique concertée. En fait les partis savent que la langue est une question brûlante et qu'aucun des deux « dialectes » ne peut prendre le pas sur l'autre sans entraîner un fort rejet de celui que l'on voudrait imposer. L'option d'une « nouvelle langue », regroupant les ingrédients de différents dialectes, n'est pas davantage envisageable puisqu'il s'agirait d'une construction artificielle. C'est la représentation de soi comme formant une seule nation qui réunit les Kurdes ; or l'imposition forcée d'un dialecte ou d'une « novlangue » ne peut que les diviser. Quant à la langue écrite, pendant une grande partie du XX^e siècle, elle est passée par trois alphabets : l'arabe en Irak et en Iran, le latin en Turquie et en Syrie et le cyrillique en ex-URSS, ce dernier étant désormais abandonné.

Hérodote : Pouvez-vous nous parler des tensions entre Ankara et Bagdad à propos du Kurdistan irakien ?

H. B. : Dans l'actualité récente, il y a eu un événement qui montre la tension entre Ankara et Bagdad. L'Irak a interdit l'atterrissage à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, de l'avion transportant le ministre turc de l'Énergie, Taner Yildiz. L'avion, qui n'avait pas obtenu l'autorisation nécessaire pour atterrir à Erbil, a donc dû rebrousser chemin et se poser à Kayseri (centre de la Turquie). M. Taner devait participer à une conférence internationale sur le gaz et le pétrole et y rencontrer des responsables kurdes. Selon l'agence de presse Anatolie, le gouvernement irakien a invoqué des « raisons techniques » pour justifier sa décision. Cet incident est sans doute lié au refus du gouvernement turc d'extrader le vice-président irakien sunnite, Tarek al-Hachemi, condamné à mort par contumace dans son pays, mais aussi au dossier syrien. Il faut, en effet, se souvenir que pendant une bonne dizaine d'années il y a eu un *statu quo* entre Damas, Téhéran et Ankara pour contrôler l'espace kurde. Aujourd'hui la situation a changé, nous sommes dans un état de violence, qui se caractérise, selon Frédéric Gros, comme la fin des discontinuités, autrement dit des frontières qui séparent le « front intérieur » et le « front extérieur », le « temps de paix » et le « temps de guerre », le « sécuritaire » et le « militaire ». En élargissant le concept, on peut définir un état de violence comme une situation attirant l'ensemble des acteurs, étatiques ou non, dans un même système hautement conflictuel et incertain, où aucun acteur ne peut se soustraire à l'option de recours à la contrainte ou aux tensions, en principe « régulées », autrement dit qui ne débouchent pas sur une escalade qu'aucun d'entre eux ne serait en mesure de contrôler. Dans une telle situation, les États, qui n'arrivent de toutes les manières pas à contrôler leurs territoires, encore moins leurs zones frontalières, perdent totalement le fameux « monopole » sur les instruments de la violence, lesquelles deviennent accessibles à des acteurs non étatiques tels que le Hezbollah, le PKK...

La Turquie, avec la politique étrangère de Ahmet Davutoglu, a cherché à sortir de ces rapports de violence (la fameuse doctrine de « zéro ennemi ») pour s'imposer comme acteur hégémonique dans l'ensemble de son « ex-espace impérial » ; or cette politique se mue, au fil des crises, en une politique de confessionnalisation des conflits régionaux et ce d'autant plus qu'on peut craindre que la nouvelle carte régionale se dessine de plus en plus par des lignes de force confessionnelles et non plus nécessairement politiques. Ankara a soutenu l'opposition syrienne, l'a même armée mais celle-ci devait rester, à ses yeux, une opposition sunnite arabe. Or le gouvernement d'Erdogan ne pouvait pas voir que ce soutien entraînerait inévitablement l'émergence d'une multitude d'acteurs, y compris kurdes. Le soutien de la Turquie aux Syriens arabes sunnites met

automatiquement les Kurdes dans le jeu, d'autant plus que le régime d'al-Assad n'est plus en mesure de contrôler une grande partie de son territoire national, étant dès lors contraint de se replier sur Damas et sur le fameux « réduit alaouite ».

Le conflit syrien a éclaté après une décennie d'entente plus que cordiale entre la Turquie et le régime de Bachar al-Assad, que le Premier ministre Erdogan a qualifié de son « frère cadet ». Par ailleurs, comme le montrent les émeutes de 2004 et les célébrations massives de Newroz (« nouvel an kurde »), le mouvement kurde syrien, très influencé par l'évolution du Kurdistan d'Irak, s'est également passablement radicalisé durant cette période. Or, à partir de l'été 2012, le régime de Bachar al-Assad a été contraint de lâcher du lest en se retirant des villes kurdes. Les Kurdes syriens ont reçu le soutien des Kurdes irakiens qui se sont très tôt exprimés pour la chute du régime de Bachar al-Assad d'autant plus que leur Premier ministre Nouri al-Maliki lui apporte son soutien. Ce positionnement est l'une des raisons explicatives des menaces que Bagdad brandit désormais à l'encontre du Kurdistan irakien et de ses tentatives avortées mais mortelles de s'implanter militairement dans la province kurde de Kirkouk, contrôlée par les forces kurdes bien qu'elle ne fasse pas partie de la région fédérée. On observe ainsi depuis le début du conflit syrien, mais surtout depuis l'été 2012, une situation faite de tensions qui ne débouchent pas sur une guerre ouverte, mais qui impliquent une constante mobilisation des instruments de pression et de contrainte.

La révolte syrienne avait, à ses débuts, les mêmes aspirations que les autres révoltes arabes, autrement dit la fin d'un régime autoritaire, milicien et prédateur, au pouvoir depuis des décennies. Depuis juillet 2011, cependant, on fait face à un processus autant de militarisation que de professionnalisation du conflit. Ceci est d'abord dû aux stratégies de Bachar al-Assad qui d'emblée a utilisé la contrainte auprès de la communauté alaouite pour s'assurer de son allégeance, la peur auprès des chrétiens et des Kurdes pour obtenir leur neutralité et la destruction massive auprès des sunnites pour obtenir leur soumission. La création, en été 2011, de la première brigade de l'armée libre qui a pris le nom du premier calife omeyyade Mu'āwiya, signifiait que l'opposition armée elle-même était désormais prise dans cette logique de professionnalisation, ouvrant la voie, depuis peu, à une djihadisation. C'est pourquoi la chute du régime ne permettra pas une période de stabilité, et je redoute que les années à venir soient d'une extrême violence. Sans nécessairement déboucher sur un éclatement en plusieurs États, la Syrie connaîtra fort probablement une fragmentation interne. Elle a déjà commencé avec l'espace kurde syrien, contrôlé désormais par 30 000 soldats kurdes, qui peut rester hors du contrôle des Arabes sunnites en organisant une économie de survie.

Après plusieurs mois d'hésitations, la Turquie a également proposé une lecture confessionnalisante du conflit. La très grande majorité des alévis⁶ de Turquie, qui se particularisent souvent par un engagement qu'on peut qualifier de gauche démocratique, ne soutient sans doute pas le régime de Bachar al-Assad, mais plus le gouvernement turc, qui insiste déjà sur le caractère sunnite de la « nation turque », interprète ce conflit en termes confessionnels, plus on risque d'assister à une radicalisation et une confessionnalisation de la mouvance alévie en Turquie. Cette évolution vers la confessionnalisation est d'autant plus facilitée que les forces de gauche sont affaiblies et que, désormais, c'est au sein d'un milieu associatif que se vit le militantisme alévi.

L'insistance d'Erdogan sur la turcité et sur le sunnisme est aussi à la base d'une rupture avec la mouvance kurde. Jusqu'en 2009, l'AKP a fait une ouverture vers les Kurdes, mais la réaffirmation de la synthèse turco-islamique⁷ et donc la mise en avant de l'identité turque sunnite signifiaient clairement que cette ouverture avait un prix : les Kurdes devaient accepter de se mettre au service de la « nation turque et sunnite ». Contrairement aux espoirs caressés par Erdogan, cette ouverture ne pouvait que radicaliser les Kurdes, en ce sens qu'ils étaient désormais reconnus, légitimés en tant que groupe ayant des droits. Il est évident qu'après des décennies de politisation et de radicalisation les Kurdes, enfin reconnus, n'accepteront pas de s'effacer pour se mettre au service de la « nation turque et sunnite ».

L'AKP repose sur les forces conservatrices de la société, trouvant en lui autant une protection après des années de fragilisation qu'on peut expliquer par l'exode rural qu'un outil de promotion sociale et économique. De plus, son hégémonie se

6. Les alévis sont des chiites proches des alaouites.

7. La « synthèse turco-islamique » (*Türk-Islam sentezi*) est élaborée au début des années 1970 par des intellectuels de droite pour contrer la poussée du socialisme, tout en prétendant respecter formellement les principes du kémalisme. Cette idéologie officielle postule l'harmonie de l'islam sunnite et de la turcité, comme fondations de la culture nationale turque. La personnalité turque y est donc définie comme essentiellement musulmane : l'islam-religion y est perçu comme ciment national contre le communisme et la lutte des classes. L'Empire ottoman est utilisé comme référence à un âge d'or, au détriment des racines centre-asiatiques promues par le kémalisme.

Cette idéologie est reprise par la junte militaire issue du coup d'État de septembre 1980, et dans la Constitution de 1982 (qui rend ainsi obligatoires les « cours de culture religieuse et morale » à l'école primaire et secondaire). Elle exclut à la fois les Kurdes et les alévis. Le Premier ministre (1983-1989), puis président de la République (1989-1993) Turgut Özal a été l'un des principaux promoteurs de la synthèse. Celle-ci a été à l'origine d'une polarisation de la société turque entre laïques et islamistes. On peut considérer que l'AKP met en œuvre une forme de synthèse, sans le revendiquer de manière ostentatoire cependant. <<https://sites.google.com/site/.../turquie-et.../synthese-turco-islamique>>.

nourrit d'une part de la réhabilitation du passé ottoman et de la réinterprétation du kémalisme sur une base nationaliste par l'élimination de son « laïcisme », et, d'autre part, d'une gestion du présent arrimée à la prospérité économique. Acquis au néolibéralisme, s'appuyant massivement sur la bourgeoisie provinciale et les classes moyennes supérieures, l'AKP parvient également à convaincre les couches populaires que la pauvreté n'est pas une question politique mais simplement une affaire de charité. Enfin, le parti avait un autre atout pour assurer son hégémonie politique : l'appui que des intellectuels de gauche lui ont apporté par rejet de l'armée que l'AKP a mise au pas, mais aussi du fait de son attitude favorable à l'intégration à l'UE et de l'ouverture envers les Kurdes, qui pour cette raison l'ont aussi soutenu, du moins une partie d'entre eux. Bien qu'ultraminoritaire, cette gauche démocratique représente dans un certain sens la conscience de la Turquie. La répression dont elle est désormais la cible pourrait, à terme, fragiliser l'AKP.

Le mouvement kurde est actuellement indécis entre deux options : militaire et politique. Il est travaillé par plusieurs générations politiques, celles dites de 1968 et 1978 (autrement dit, nées autour de 1948 et 1958, mais devenues militantes autour des années 1968 et 1978), puis celles de 1988, de 1998, voire, déjà, de « 2008 ». Ces dernières sont entièrement marquées par la guérilla du PKK et des mobilisations incessantes qu'on observe au Kurdistan au cours des dernières décennies. Öcalan, leader du PKK, reste une figure importante du mouvement du fait du charisme qu'il exerce sur les jeunes ; son rôle d'autorité tutélaire (« le Soleil kurde ») ne signifie pas nécessairement que la jeunesse, née bien après la fondation du PKK en 1978 ou le début de la guérilla en 1984, lit ou médite ses livres ; pourtant à ses yeux, il incarne un combat ; plus il est mis à distance (il est emprisonné sur une île), plus il est en quelque sorte sacralisé et le PKK, malgré les évolutions, reste toujours l'acteur de référence. Le parti légal kurde, le BDT (Parti de la société démocratique), quant à lui, peut être considéré comme un acteur de représentation politique (il est présent au Parlement). Ces deux forces ne peuvent ni être séparées, ni être considérées comme réductibles l'une à l'autre ; chacune a sa fonction et son rôle mais le même phénomène les porte : la reconnaissance de la kurdicité. Dans ce combat, le légal et l'illégal se trouvent mêlés, c'est pourquoi le parti légal soutient les combattants du PKK et les dirigeants du PKK ne veulent pas compromettre l'activité légale du parti kurde. Le PKK a longtemps eu une attitude de dénigrement voire de franche opposition à tout ce qui lui apparaissait comme éloigné de la pureté de la cause – les groupes kurdes de rock étaient considérés comme une marque de dégénérescence par exemple. Ce n'est plus le cas désormais et on voit se multiplier dans la société kurde des groupes de théâtre, des écrivains, des associations de femmes. On constate une extrême fluidité entre toutes ces manifestations auxquelles le PKK est étranger mais qu'il ne peut rejeter. Ces nouvelles expressions de la kurdicité, qui sont à leurs manières très radicales,

prennent une autre voie que celle du combat politique entendu comme engagement partisan, on parle d'ailleurs de dépolitisation, mais elles ont l'avantage d'avoir le soutien de non-Kurdes qui s'intéressent à leur production et les échanges sont maintenant nombreux. Le mouvement kurde, comme nombre d'autres mouvements radicaux à travers le monde vit les effets, décalés dans le temps, de la disparition de la gauche internationale révolutionnaire des années 1970-1980 ; désormais, on suit les « faiseurs de normes » internationaux, que sont Bruxelles, Amnesty International, ou encore Human Rights Watch ou telle ou telle formation écologiste. Certes, la lutte armée n'est pas abandonnée, ni en Turquie, ni en Iran, et désormais en Syrie, mais aucun acteur kurde ne peut se légitimer sans se référer à la défense des libertés publiques, ou à l'écologie ou encore au féminisme.

Cependant, il est évident qu'à la base du fait politique au Kurdistan se trouve la défense de la cause kurde, se traduisant de nos jours par la revendication d'une autonomie autant culturelle qu'administrative du type des autonomies régionales espagnoles. Depuis dix ans on perçoit que beaucoup de Kurdes se sentent de plus en plus exclusivement kurdes et ne se sentent plus vraiment faire partie de la Turquie. La disparition de la gauche turque, qui par le passé pouvait servir de pont entre les deux, a contribué à cette séparation. On ne lit plus les mêmes livres politiques, ou sociologiques, on ne partage plus les mêmes écrivains dans la même langue puisqu'on fait traduire les auteurs turcs en kurde comme Orhan Pamuk par exemple ou la littérature étrangère ou universitaire. Il y a une volonté d'encourager la culture kurde, il y a un réel investissement dans ce domaine ; la question linguistique est donc devenue bien plus centrale dans l'affirmation de la culture qu'une décennie auparavant ; fait que l'on constate symétriquement en Syrie.

Il est un autre changement important concernant le rôle des fameux « aghas », chefs des tribus kurdes. Par le passé, certains d'entre eux ont clairement été les alliés du gouvernement turc car ils y trouvaient leur compte. En échange des voix des membres de leurs tribus, ils préservaient leur contrôle sur eux et assuraient le maintien de leurs richesses. Mais tous n'avaient pas la même attitude : n'oublions pas que de très nombreuses tribus se sont rangées, soit suite à leur rivalité avec d'autres tribus, soit du fait d'une certaine tradition de résistance, soit encore parce qu'elles étaient divisées par les frontières, du côté de la lutte nationaliste. Il en va de même des cheikhs confrériques. Mais, vu des années 2010, le plus important est que le facteur tribal ou le sentiment d'appartenance à la tribu s'affaiblit du fait de l'urbanisation, on s'éloigne de la société rurale, une partie de cette mémoire disparaît, les cheikhs n'ont plus les moyens d'exercer leur contrôle sur cette population. Le cadre urbain est désormais le principal cadre d'action, politique, culturel, ou social, au Kurdistan. Cela change également les modes d'action des acteurs kurdes. Si la guérilla comme forme de résistance ou de construction d'autorité politique ne disparaît pas, elle pèse moins dans la production même de l'espace politique

HÉRODOTE

kurde, marqué surtout par des socialisations et des mobilisations urbaines. Si le «village» comme la «montagne» constituent une part inséparable de l'imaginaire collectif, c'est la ville qui, avec toutes ses apories, à savoir, contraintes et opportunités, s'impose comme le creuset de nouvelles générations.